

## **LE PARLEMENT MAROCAIN: UNE EQUATION A PARAMETRES AJUSTABLES ...**

Dans notre précédent numéro du mois de septembre, nous avons attiré l'attention de nos lecteurs sur la propagande officielle qui a accompagné "l'élection" au suffrage direct des 2/3 des sièges du parlement.

Il était question alors de victoire de l'opposition et d'alternance à l'occidentale, perspective miroitée à l'opinion internationale en particulier, pour tenter d'accréditer une vaste opération électorale, dosée et truquée de façon quasi mathématique...

En effet, le 1/3 restant des sièges (désigné de façon indirecte) était gardé en réserve pour affiner le dosage dans deux directions possibles:

- confirmer "la victoire" de l'opposition parlementaire consentante dans le cas où elle accepte de s'aligner sans nuance sur la politique officielle en cours, de gérer seule la crise socio-économique explosive, sans prétendre à une miette du pouvoir politique véritable;

- ou bien, redistribuer les cartes, et désigner suffisamment de parlementaires pro gouvernementaux pour empêcher l'opposition parlementaire de former une majorité même en s'alliant avec le Rassemblement National des indépendants (R.N.I.), parti réputé de droite libérale...

Mais la subtilité du dosage est allé encore plus loin sous la houlette de l'intervention manifeste du ministère de l'intérieur. Les paramètres de l'équation du parlement marocain ont été suffisamment ajustés pour ne permettre la formation d'aucune majorité, ni celle des partis du pouvoir, ni celle de l'opposition parlementaire, même alliée avec "l'opposition officielle": le R.N.I (officiellement investi de la mission de s'opposer au gouvernement lors d'un discours du chef de l'Etat...)

### **QUEL GOUVERNEMENT ?**

L'absence de majorité est donc la solution qui permet la géométrie variable à volonté...Entre autres, la formation d'un "gouvernement d'union nationale" avec la participation de tous les partis politiques.

Les objectifs de la formation d'un tel gouvernement sont multiples et largement avantageux pour le pouvoir:

- Associer tous les partis politiques à l'application sans nuance de la politique économique et sociale antipopulaire dictée par le F.M.I., et leur faire endosser les responsabilités des résultats d'une telle politique socialement désastreuse;
- Céder à l'opposition en particulier la gestion de secteurs en faillite totale tel l'enseignement, la santé etc... dans le cadre d'un soi-disant partage du pouvoir économique qui laisserait le pouvoir politique féodal et makhzénien exempt de toute retouche;
- Mettre le pouvoir politique et ses appareils exécutifs directs (défense, intérieur, affaires étrangères) "au-dessus de la mêlée", en tant que pouvoir absolu "garant de l'union nationale" ...

- A plus long terme, des plans concernant les problèmes à haut risque tel le Sahara marocain, la régionalisation du pays, la relève politique, sont déjà préparés par le pouvoir central (de façon unilatérale) ou en cours de l'être. Il s'agit d'entériner ces plans et de faire endosser la responsabilité de leurs risques à un parlement docile, et à un "gouvernement d'union nationale"...

Les tractations se sont donc ouvertes pour la constitution d'un tel gouvernement. Son ossature fondamentale, sera composée de ministrables des partis du pouvoir et assimilés. Quelques strapontins seulement ont été laissés aux partis de "l'opposition parlementaire" compromise dans la participation aux élections parlementaires truquées, et à qui on demande de poursuivre la logique de la compromission jusqu'au bout.

Apparemment le pouvoir a trop tiré sur la corde... D'après nos informations recueillies de source certaine, il n'a offert à l'U.S.F.P que 4 sièges au gouvernement, à condition qu'il désigne lui même deux parmi les "responsables" de l'U.S.F.P (notoirement connus pour leur sympathie avec le pouvoir), le choix des deux autres étant "équitablement" laissé au parti... Sous prétexte d'éviter la marginalisation, les membres du bureau politique de l'U.S.F.P. qui mènent les tractations avec le pouvoir ont accepté cette offre. Le premier secrétaire du parti, qui espérait une meilleure part des élections en vu d'une entrée en force au gouvernement (voir ses déclarations et discours antérieurs) a préféré quant à lui démissionner de son poste et retour retourner en France... Finalement, et suite à une réunion houleuse du Comité Central de l'U.S.F.P, ce dernier vient d'annoncer avec le parti de l'Istiqlal leur décision de ne pas participer au gouvernement.

Mais les tractations continuent. Le pouvoir vient de demander à tous les partis politiques, y compris l'Istiqlal et l'U.S.F.P de lui présenter leurs programmes, afin qu'il puisse revoir la question de la composition du gouvernement, et la désignation du premier ministre...(Notons que dans cette démocratie factice, les représentants du peuple sont d'abord élus-désignés, ils auront le loisir de présenter leur programme ultérieurement).

L'avenir nous dira si le refus de participation de l'Istiqlal et de l'U.S.F.P est un refus de principe, ou si des propositions alléchantes les feront revenir sur leur décision, ou encore s'ils acceptent malgré tout de se faire représenter par certains de leurs dirigeants connus pour leurs liens d'allégeance et de solide sympathie avec le pouvoir...

Quant au Parti du Progrès et du Socialisme (P.P.S.), il n'a pas fini d'étonner. D'abord par son score: 12 députés (au lieu de 2 précédemment), réalisé à l'issue d'une campagne largement soutenue, au grand jour, par les agents du pouvoir, non sans contrepartie.

Commentant ces résultats extraordinaires devant son Comité Central, le secrétaire général du P.P.S, a estimé que ce "taux d'accroissement de 500%" était "rarement obtenu dans les autres pays"!

Mais le secrétaire général ne nous dit pas que sur les douze députés élus sur la liste du P.P.S, la moitié est connue pour son allégeance au pouvoir, dont le ministre de l'enseignement qui s'est présenté au nom du P.P.S. à Marrakech! (Un ministre en exercice qui se présente au nom d'un "parti de l'opposition", est un phénomène plus que rare: cela ne s'est jamais vu "dans les autres pays"...) )

Rien n'empêche donc ces députés de rejoindre à tout moment, les groupes parlementaires des partis du pouvoir; la logique politique n'en serait que mieux respectée... Hier encore parti d'opposition, le P.P.S. s'est ouvertement désolidarisé de ses partenaires de la Kouthla, pour clamer son désir de participer au futur gouvernement quelles qu'en soient les conditions.

## **ECHEC DE LA DEMOCRATIE DE FACADE**

L'ensemble de ces péripéties nous suggère deux conclusions fondamentales:

- Malgré la large campagne de désinformation qu'il a menée, le pouvoir marocain a échoué dans sa tentative destinée à accréditer auprès de l'opinion internationale l'idée d'une ouverture démocratique véritable. Le soi-disant processus démocratique n'a eu d'autre aboutissement que de reconduire l'ancienne formule à peine remaquillée: un pouvoir absolu sans partage, assorti d'une démocratie factice et de façade. La donne politique reste inchangée, et les facteurs d'aggravation de la crise socio-économique et politique ne font que se renforcer rendant les dangers de nouvelles explosions sociales imminents.
- La position des partis de l'opposition parlementaire demeure équivoque sous la pression des alliés du pouvoir à l'intérieur de ces partis. D'une part ils dénoncent la falsification des élections; de l'autre ils acceptent volontiers d'en bénéficier et de siéger au parlement sur la base de suffrages ouvertement truqués.

D'une part ils acceptent le principe de former un gouvernement majoritaire sans autre programme que celui d'appliquer la politique en cours, et de l'autre ils s'étonnent que la majorité au gouvernement puisse être attribuée aux partis de droite les mieux placés pour appliquer cette même politique.

Les militants de ces partis sont donc appelés à trancher cette équivoque, et à mettre fin à l'influence des alliés du pouvoir au sein de leurs propres partis...

Pour notre part, au PADS, notre main reste tendue à toute formation politique qui se rangerait de façon conséquente du côté de la lutte pour l'établissement des fondements de la démocratie dans notre pays, sur une base unitaire et selon les principes de lutte démocratique universellement connus.

**Lettre du Maroc.  
Octobre 1993**